

SUISSE

Une figure du syndicalisme disparaît

Christian Tirefort est décédé à l'âge de 79 ans.

MERCREDI 21 DÉCEMBRE 2022 FRÉDÉRIC DESHUSSES



Christian Tirefort, le 18 avril 1977, pendant la grève des typographes genevois. Cette grève devait hâter l'introduction de la semaine de quarante heures au niveau national dans les arts graphiques. INTERFOTO

HOMMAGE À CHRISTIAN TIREFORT «Un ouvrier atypique et un intellectuel atypique», c'est ainsi que Christian Tirefort se définissait dans un court témoignage publié en 2018 aux éditions des Sables. Il a aussi été un syndicaliste atypique qui a cherché à faire exister au sein du syndicalisme suisse une voie combative largement marginalisée. Il nous a quittés mercredi 14 décembre à l'âge de 79 ans.

Brièvement membre du Parti du travail, Christian Tirefort n'était pas à son aise dans les partis. Dans le même témoignage, il racontait que sa première séance au sein du Parti du travail avait été une convocation disciplinaire. Il avait œuvré, avec Pierre Karlen, Eric Decarro, Eliane Perrin et Laurent Wolf, à la diffusion d'un texte anti-impérialiste de Che Guevara que les instances du Parti n'avaient pas apprécié.

Mais c'est une critique de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 qui conduit à son exclusion du Parti du travail. Comme Eric Decarro, dont il restera proche, Tirefort adhère alors au Centre de liaison politique, un groupe marxiste-léniniste genevois.

Christian Tirefort travaille comme typographe à l'imprimerie Atar. En 1968, avec trois autres typos, il signe un long article, intitulé «Contre-analyse sur les nouveautés techniques», dans l'hebdomadaire de la Fédération suisse des typographes (FST). Il s'agit d'une charge contre les instances centrales de la FST qui se complaisent dans des revendications salariales modérées et des positions corporatistes.

Le texte des quatre typos conduit à la constitution d'un Groupe de base de l'imprimerie (GBI) qui cherche à doubler la FST. En 1975, le GBI choisit néanmoins de s'intégrer à la section locale de la Fédération suisse des typographes dont Tirefort devient président.

La crise frappe le secteur des arts graphiques et il doit faire face à de nombreuses fermetures d'imprimeries parmi lesquelles celle du *Courrier* (1976), qui donne lieu à une grève.

En avril 1977, tout le secteur se met en grève à Genève. Les syndiqués genevois font l'objet de violentes critiques des instances nationales du syndicat pour cette grève «sauvage». Christian Tirefort affronte en outre les critiques de ses camarades du Centre de liaison politique. La grève de 1977 force pourtant le patronat des arts graphiques à accepter une réduction de l'horaire de travail à quarante heures.

Après la fusion du syndicat des typographes avec celui des relieurs en 1980, Tirefort accède au comité central (1982), puis à la présidence nationale (1989) du Syndicat du livre et du papier (SLP), puis de Comedia, ancêtre de l'actuel Syndicom.

En 1998, Christian Tirefort s'engage avec le SLP dans un référendum contre la révision de la Loi sur le travail qui ouvrirait de larges brèches à la flexibilisation des conditions de travail. L'Union syndicale suisse (USS), dont Tirefort est vice-président, soutient la révision. Mesure de rétorsion: l'assemblée des délégués de l'USS débarque Tirefort de la vice-présidence au profit du socialiste jurassien Jean-Claude Rennwald. Cet épisode est interprété en Suisse romande comme une gifle aux tendances combatives à l'intérieur des syndicats.

Christian Tirefort a accompagné son activité militante d'une activité théorique. L'article de 1968 sur les nouveautés techniques en témoigne, de même que quatre imposantes brochures rédigées avec Eric Decarro et qui forment un bilan critique de l'action des groupes marxistes-léninistes (1977). Retraité, Tirefort publie un *Manifeste pour un nouveau contrat social* (2013, L'Harmattan).

Le texte propose de regarder le travail non pas comme l'outil de la valorisation du capital, mais comme une «faculté de faire» englobant l'ensemble des activités humaines. Ce changement de regard sur le travail permettrait aux luttes sociales de sortir de la phase de repli dans laquelle le néolibéralisme les a repoussées. C'est dans cette perspective qu'il militait ces dernières années au sein de la branche suisse du Réseau salariat à la fondation de laquelle il avait participé.

Frédéric Deshusses est chroniqueur au *Courrier*.